

## L'Amérique Latine défend le Venezuela face au décret du président Obama. Rapprochement de Caracas avec Athènes.

Par [Thierry Deronne](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2015

[Venezuela infos](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Après la décision du président Barack Obama, le 9 mars 2015, de décréter « *l'urgence nationale aux États-Unis* » face à la « *menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et notre politique extérieure qu'est le Venezuela* » (sic), le président de Bolivie Evo Morales a demandé une réunion d'urgence de l'UNASUR (organisme regroupant la totalité des nations sud-américaines) et de la CELAC (Communauté élargie des États Latino-américains et des Caraïbes) « *pour nous déclarer en état d'urgence et défendre le Venezuela face à l'agression de Barack Obama. Nous allons défendre le Venezuela* » Il a souligné l'importance de l'unité des peuples face à l'Empire qui tentent de « *nous diviser, pour nous dominer politiquement et nous spolier sur le plan économique* ».

Le président Correa, à travers son chancelier, a exprimé son « *rejet le plus ferme de la décision illégale et extra-territoriale contre le Venezuela, qui représente une attaque inacceptable pour sa souveraineté* ». Il a rappelé le signal négatif que constitue la signature de ce décret par Obama 48 heures après la visite de travail de l'UNASUR à Caracas. Cette délégation a enquêté sur la récente tentative de coup d'État contre le président Nicolas Maduro, élu en avril 2013, a rejeté l'ingérence extérieure, demandant aux secteurs violents de l'opposition de revenir à la voie électorale.

« *Comment le Venezuela menace-t-il les États-Unis? A des milliers de kilomètres de distance, sans armes stratégiques et sans employer de ressources ni de fonctionnaires pour conspirer contre l'ordre constitutionnel étasunien ? Une telle déclaration faite dans une année d'élections législatives au Venezuela révèle la volonté d'ingérence de la politique extérieure étasunienne.* » a déclaré pour sa part le gouvernement cubain.



Les mouvements sociaux latino-américains se sont mobilisés en défense de la démocratie vénézuélienne. Pour Joao Pedro Stédile, de la direction nationale du Mouvement des Sans Terre du Brésil : « *Au Brésil il y a un peuple qui*

*est avec vous, nous serons toujours solidaires et nous ne laisserons pas l'Empire envahir le Venezuela pour récupérer ses gisements de pétrole ». Le mouvement social bolivien a également manifesté sa solidarité. Rodolfo Machaca, dirigeant de la Confédération syndicale des travailleurs agricoles, a condamné l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures vénézuéliennes, et leur complicité avec les violences organisées par la droite. Selon Machaca : « La situation au Venezuela nous préoccupe, c'est pourquoi nous proclamons notre solidarité avec ce pays, mais aussi avec le président Maduro. Nous condamnons l'ingérence nord-américaine, et toutes les tentatives de coup d'État ou autres manœuvres visant à la déstabilisation du Venezuela. ».*

Rafael Correa dénonce les manipulations médiatiques contre le Venezuela.

Le 1er mars, depuis Montevideo, où il assistait à l'investiture du président uruguayen Tabaré Vasquez, le président Correa a déclaré : «Le Venezuela est confronté à une guerre économique et médiatique, et se retrouve dans la situation d'autres gouvernements progressistes d'Amérique latine, avant lui. Cette situation, on l'a déjà vécu en Amérique latine. Souvenons-nous de ce qui est arrivé à (Salvador) Allende : la même guerre économique, le même type d'ingérence, les mêmes attaques médiatiques. De grâce, tirons les leçons de l'Histoire ». Selon Correa, cette ingérence « ne débouchera pas forcément sur ce qui est arrivé à Allende. Il n'en demeure pas moins que nous sommes confrontés chaque jour aux tentatives de déstabilisation de gouvernements démocratiques et progressistes d'Amérique latine, par la guerre économique, et à la manipulation mondiale en matière d'information ».

Au sujet de l'arrestation du maire d'opposition de Caracas, Antonio Ledezma, accusé d'implication dans un complot visant à déstabiliser le gouvernement de Nicolas Maduro, le président Correa a déclaré qu'il était « réducteur de commenter cet événement sans connaître les détails de l'affaire, en outre la souveraineté et les institutions de chaque pays doivent être respectées ».

Le Venezuela et la Grèce renforcent leurs relations bilatérales.

En visite officielle en Grèce le 6 mars, la ministre des Affaires étrangères Delcy Rodriguez a félicité le nouveau gouvernement du premier ministre Alexis Tsipras, au nom du Gouvernement Bolivarien et du peuple vénézuélien. Dès la victoire de Syriza, Maduro avait salué la décision des électeurs malgré « la campagne médiatique qui tentait de leur faire peur en présentant notamment Alexis Tsipras comme l'agent d'une dictature vénézuélienne »

La Chancelière vénézuélienne a été reçue par Alexis Tsipras qui a manifesté son intention d'accueillir prochainement en Grèce le président Nicolas Maduro, assurant de son soutien le Venezuela et son peuple et insistant sur l'affection qu'il lui porte.



Accompagnée de l'ambassadeur du Venezuela en Grèce - Farid Fernandez - Mme Rodriguez a eu aussi l'occasion de rencontrer son homologue grec Nikos Kotzias (photo). La réunion a porté sur la possibilité de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays dans le domaine économique et commercial. Nikos Kotzias a reçu des informations sur la situation actuelle au Venezuela et a souligné l'importance de nouer des relations solides dans les domaines de la technologie, de l'économie, du commerce et du tourisme.

Un désir commun s'est exprimé : qu'Athènes devienne l'un des principaux partenaires de Caracas.

Cette visite officielle en Grèce répond à la volonté de Caracas de renforcer l'émergence d'un monde multipolaire, au sein duquel prévaudront le respect mutuel, la compréhension, la coopération, mais aussi le droit pour les peuples à l'autodétermination, à la liberté et à la souveraineté.

URL de cet article : <http://wp.me/p2ahp2-1LH>

Traduction : Jean-Marc del Percio

La source originale de cet article est [Venezuela infos](#)  
Copyright © [Thierry Deronne](#), [Venezuela infos](#), 2015

Articles Par : [Thierry Deronne](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)